Mondialisation : caractéristiques et conséquences

Autor(en): **Montbrial, Thierry de**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **68 (2010)**

Heft 4: **Fractures et enjeux de la mondialisation ; Alimentation et lien social**

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-283589

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

MONDIALISATION: CARACTÉRISTIQUES ET CONSÉQUENCES

Thierry de Montbrial
Fondateur et directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri), Paris
tdm@ifri.org

Parler de mondialisation revient à évoquer l'évolution de la géopolitique et de la géo-économie. «Peu importe le mot pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne», expliquait le penseur français Blaise Pascal. Employons nous donc à donner, en préambule, une définition du mot «mondialisation». Le terme recouvre des aspects économiques, et de plus en plus politiques, allant jusqu'à la gouvernance. De quoi nourrir la discussion et les échanges, alors que s'éloignent les ombres d'une des plus grandes crises économique et financière.
La mondialisation c'est une tendance, un élan, une direction, pour toutes les unités actives à raisonner stratégiquement à l'échelle planétaire. Cet ensemble est constitué des organisations structurées c'est-à-dire des Etats, des entreprises, des associations, des ONG, mais aussi des organisations criminelles comme, par exemple, Al Qaida et bien d'autres, qui affichent plus ou moins implicitement, une stratégie. Il n'y pas d'action sans stratégie, l'absence de stratégie en étant aussi une, mais généralement la plus mauvaise de toutes. Aucune activité n'échappe à la mondialisation. Le phénomène se traduit par une interpénétration entre les Etats et les économies, sans précédent dans l'histoire de l'Humanité.

RÉVOLUTION SANS PRÉCÉDENT DE L'INFORMATION

La mondialisation telle qu'elle s'opère déjà depuis quelques décennies, a gagné toutes les structures. Une interdépendance entre les structures, y compris entre les structures sous-jacentes, s'est ainsi peu à peu imposée. Pour autant, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Des bases solides avaient été posées en 1914 et les échanges économiques étaient à leur pic, lors de l'éclatement de la guerre. L'interdépendance économique n'a pas empêché qu'un nouveau conflit international ne secoue le monde vingt ans après la fin du premier. Au contraire, le phénomène de mondialisation a ainsi montré que l'interdépendance économique n'est pas, loin s'en faut, un gage de paix.
Actuellement, la mondialisation dont la cause est la révolution des technologies de l'information et de la communication, n'est pourtant pas la seule que le monde ait connue. L'histoire de l'Humanité est parsemée de révolutions industrielles mais les plus importantes sont toutes liées à celles de l'information: l'invention de l'écriture, il y a 6000 ou 7000 ans, l'invention de l'imprimerie au XVe siècle et l'invention du WEB, à la fin du XXe siècle.

Chacune de ces révolutions a montré qu'elle affecte l'ensemble des systèmes économiques mais contrairement à d'autres, la révolution des technologies de l'information et de la communication affecte aussi les systèmes politiques. Difficile d'imaginer un avenir plus lointain, sinon que le monde du futur devra être organisé de façon radicalement différente, en terme politique et pas seulement économique.

ETATS-UNIS, CHINE, INDE, RUSSIE, BRÉSIL, JAPON, UNION EUROPÉENNE, VERS UN G7 IDÉAL

Comment peut-on caractériser aujourd'hui le système international dans son ensemble? Trois mots-clés s'imposent: multipolaire, hétérogène et global. Multipolaire est une banalité depuis des années. Longtemps, le monde a été en réalité bipolaire. Depuis 1947 et l'entrée dans la Guerre froide, avec d'un côté la puissance américaine, de l'autre le bloc soviétique, le monde est devenu au début des années nonante pour un temps unipolaire. La chute du mur de Berlin en 1989 a entraîné celle du système soviétique et suscité une réorganisation autour d'un pôle supposé unique autour des Etats-Unis. Après une transition d'environ vingt ans et la crise économique et financière de 2008 marquée par l'éclatement de la bulle des *subprimes*, le monde a fait sa véritable entrée dans le XXIe siècle pour devenir multipolaire. La structure du système international s'organise peu à peu autour de plusieurs pôles mais l'identification de ces pôles dépendra des sujets auxquels on s'intéresse. On usera de précautions de langage, selon que l'on se place sur le plan de l'économie, ou sur le plan politique, ou encore au regard des problèmes de sécurité dans une acception plus large. Le Brésil n'est pas une grande puissance militaire même s'il est déjà un Etat important sur le plan économique, et se développe de plus en plus au niveau politique. Certains pays ne sont que des pôles régionaux. Ainsi, aucun pays africain, pas même l'Afrique du Sud, ne figure sur une liste d'Etats constituant des pôles politiques sur le plan mondial, alors même que l'économie de l'Afrique se développe.

Il s'agit donc de s'entendre sur le point de vue que l'on adopte: économique, politique, global, régional. Si l'on cherche à appréhender l'économie et le politique synthétiquement, l'économie n'est pas suffisante à la puissance politique mais elle lui est nécessaire. L'enjeu consistera à identifier, plus ou moins dans le désordre, un G7 idéal, au sens platonicien du terme c'est-à-dire réaliste, et non au sens des valeurs.

CAPACITÉ DE REBOND DES ETATS-UNIS

Dans ce G7 idéal, les Etats-Unis se placent en tête pour de multiples raisons. Ils sont de très loin la première puissance économique mondiale et le resteront à un horizon prévisible d'une petite génération, soit quinze à vingt ans. Contrairement aux autres Etats, mûrs ou vieillissants, ils gardent un élan démographique avec plus de 2,1 enfants par femme. Et si beaucoup s'interrogent sur l'avenir du *Melting Pot*, creuset de l'identité américaine, il serait dangereux d'ignorer la capacité de rebond et d'adaptation extraordinaire des Américains, en se contentant d'une analyse sur la conjoncture qui affecte le pays à court terme.

Mais subsistent des raisons profondes de s'interroger sur les Etats-Unis dans les prochaines décennies. La première raison est d'ordre politique: les Etats-Unis sont durablement enlisés à l'extérieur. On en revient à l'histoire du pays et à la Guerre de Sécession. A cause de cette guerre civile, l'une des plus sanglantes de l'histoire humaine, les Américains ont développé

une culture militaire privilégiant la force technologique, avec l'idée que, quand ils font des interventions, les Etats-Unis mettent en œuvre une puissance de feu extrêmement forte, et si possible, brièvement. Ils cherchent à minimiser les pertes amies et à s'en aller tout aussi vite. En outre, l'opinion publique américaine supporte très mal un engagement prolongé sur le terrain. Toute l'histoire américaine l'a montré, davantage encore dans la période récente depuis la guerre du Vietnam, dont le traumatisme perdure à travers les conflits irakien et afghan.

Le drame de la période contemporaine s'illustre à travers des erreurs d'analyse et de compréhension fondamentales et une méconnaissance du reste du monde. Les Américains ont une vision idéologique empreinte de naïveté qui les conduit à se croire partout attendus comme le messie. Mus par un certain prosélytisme, hérité de la philosophie du siècle des Lumières, ils partent en guerre pour porter la bonne parole mais finissent enlisés sur le terrain, avant d'en repartir piteusement sous la pression de leur opinion publique. Ainsi, le scénario vietnamien se répète aujourd'hui en Irak et en Afghanistan. Leur enlisement est durable au Moyen-Orient, avec le conflit au Cachemire et l'opposition Inde-Pakistan d'un côté et le problème israélo-palestinien de l'autre. Reste que la volonté américaine n'est pas d'accroître ses engagements. Mais pour autant, ils ne vont pas se retirer de partout, et restent militairement en Corée du Sud, garants du Traité de sécurité mutuelle signé avec le Japon. Sur plusieurs fronts à la fois, les Etats-Unis se trouvent limités durablement dans leur propre capacité d'intervention extérieure

L'aspect économique est directement lié à l'aspect politique. Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis bénéficient d'une situation d'exception, celle de puissance dominante, de manière tellement écrasante que le dollar s'est imposé comme la monnaie de réserve incontestée. En conséquence, les Etats-Unis ne se sont jamais soumis à aucune discipline, en termes d'équilibre des comptes extérieurs ni des finances publiques. L'insuffisance structurelle d'épargne des ménages a toujours été compensée durablement par les entrées de capitaux générées elles-mêmes par le dollar, doté du statut de monnaie de réserve. Cependant, depuis la dernière crise financière aux effets dévastateurs sur leur économie, la donne a changé et les Etats-Unis découvrent qu'ils vont devoir comme les autres, se préoccuper de leurs équilibres intérieurs, alors qu'ils ont appliqué jusque là une thérapie keynésienne de dépenses.

EMERGENCE DE LA MONNAIE CHINOISE

L'autre enjeu est de savoir quelle monnaie du monde pourrait prendre la place du dollar. S'il n'y pas d'accroc dans la croissance économique, le candidat qui semble se profiler aujourd'hui serait le yuan chinois. Il évoluera lentement mais sûrement, par étapes structurées et maîtrisées, vers la convertibilité. Mais pour l'instant, la Chine s'oppose à une réévaluation trop rapide du yuan, hantée par le risque de voir sa croissance stoppée et une crise aux conséquences intérieures, énormes. D'autant que les relations d'interdépendance qui existent entre les économies ne manqueraient pas d'affecter en même temps le reste du monde. Ce spectre met donc un frein aux velléités de certains de pousser le yuan à prendre trop vite sa fonction de monnaie de réserve.

Dans cette problématique monétaire internationale, l'histoire des Etats-Unis revient donner son éclairage. La puissance économique américaine a pris racine après la Guerre de

Sécession, avant d'amorcer un tournant décisif au XIXe siècle dans la compétition larvée avec la Grande-Bretagne, dont la suprématie mondiale commence alors à se lézarder. Après la première guerre mondiale, ce processus trouvera son point d'inflexion en septembre 1931 avec la dévaluation de la livre sterling. La lutte entre la monnaie britannique et le dollar s'accentue entre les deux guerres. Devenus une très grande puissance, les Etats-Unis profitent de l'issue de la seconde guerre mondiale pour imposer le dollar. C'est cette question qui revient aujourd'hui, le même processus pourrait être enclenché, cette fois entre les Etats-Unis et la Chine pour un temps long, celui de plusieurs générations.
Dans ce G7 idéal, la Chine et l'Inde s'imposent comme deux puissances émergentes sur le plan économique avec un taux de croissance avoisinant les 10% par an. Les deux Etats attirent l'attention simultanément par la dimension de leur population, respectivement de 1,3 et 1,1 milliards d'habitants. Mais en termes de PIB, l'Inde se classe loin derrière la Chine, son PIB ne représentant même pas la moitié du PIB chinois.
Sur le plan politique, alors que la Chine doit être considérée comme une puissance à vocation mondiale avec une réelle stratégie dans ses relations internationales, la question en Inde, à propos de sa vocation régionale ou de sa vocation mondiale, n'est pas tranchée. Le pays reste obnubilé par le problème du Cachemire, - derrière lequel se profile le problème du conflit avec le Pakistan. L'affaire du Cachemire et le problème israélo-palestinien sont les deux cancers du Moyen-Orient au sens large, et le chaos qui sous-tend la région se poursuivra tant qu'ils demeureront.

RUSSIE ET BRÉSIL

On ajoutera pour ce G7 idéal la Russie et le Brésil, deux Etats comparables à certains égards quoique très différents. La Russie d'aujourd'hui est issue de plusieurs siècles d'autocratie, ce qui fait que son économie ne peut pas s'analyser de la même façon que celle des autres pays émergents. Le pays s'étend sur 17 millions de km2 et compte 140 millions d'habitants. La Russie n'est ni tout à fait européenne, ni tout à fait asiatique. La réalité russe demeure très spécifique. C'est un pays avec une histoire de puissance, et même s'il se trouve dans la difficulté, il continuera à raisonner en termes de pouvoir. D'après le mot de Bismark, «la Russie n'est jamais tout à fait aussi forte, ni tout à fait aussi faible qu'on ne le croit». Si à l'époque de l'URSS on avait tendance à surestimer sa puissance, on a sans doute aujourd'hui tendance à la sous-estimer. Cependant, le pays se développe, mais à la manière russe, de façon oligarchique, avec un mélange de pouvoir politique et de pouvoir économique. Selon un vieux dicton, «la Russie appartient à ceux qui la gouvernent». Il n'y aura aucune stabilité sur le plan européen sans que l'on trouve un accord avec la Russie.
Autre puissance, cette fois régionale, le Brésil, avec environ 200 millions d'habitants s'étend sur quelque 9 millions de km2. Les deux Etats disposent de territoires vides d'habitants mais riches de ressources considérables. Chacun des deux pays affiche un taux de croissance similaire, de l'ordre de 4 à 5% l'an.

JAPON, LE PARADOXE CORÉEN

Le Japon prend aussi place dans ce G7 idéal. Considérer qu'il a disparu serait une erreur même s'il vient en termes de PNB de se faire doubler par la Chine. Enfermé dans un territoire exigu, le pays connaît un fort vieillissement de sa population, et continuera de le subir.

Son proche voisin, la Chine présente un potentiel de croissance économique, très supérieur à celui du Japon, mais se heurtera également à un problème démographique. La politique d'un enfant unique par famille, initiée par le régime maoïste, a conduit à l'infanticide des filles, et à un fort déficit de leur nombre dans la population. La Chine peut s'attendre à une déformation de sa pyramide des âges qui sera un véritable cauchemar à gérer dans les prochaines décennies.

Sur le plan militaire, le Japon est une immense puissance qu'il ne faudrait pas enterrer trop vite. D'aucuns ignorent encore que le pays a atteint depuis longtemps le seuil nucléaire en terme de technologie militaire. Il ne lui faudra pas plus d'un an, si besoin, pour passer à la fabrication d'une arme nucléaire. Tout cela s'est fait très calmement dans un pays où la référence à l'arme nucléaire est un sujet tabou. Si au Japon les traumatismes engendrés par les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki restent dans les consciences, le réarmement pourrait bien devenir réalité. En cas de réunification de la péninsule coréenne, l'empire du Soleil levant pourrait alors passer à l'arme nucléaire. Cette perspective de réunification des deux Corée n'est d'ailleurs voulue par aucun pays de la région

Il y a en effet un paradoxe coréen, contraire au problème de l'Iran. Tous les pays intéressés à la question coréenne, c'est-à-dire le Japon, la Chine, la Russie, les Etats-Unis et la Corée du Sud, sont pour le maintien du *statu quo*. Paradoxalement, car tous redoutent les conséquences d'une réunification trop rapide, qui déstabiliserait la région avec des issues plus ou moins prévisibles. Les Chinois ne veulent pas se retrouver avec une Corée réunifiée alliée des Etats-Unis et du Japon, et à gérer un énorme problème d'exode de population. Le Japon ne veut pas payer pour la réunification. La Corée du Sud garde en tête l'exemple de l'Allemagne et le problème coréen sera bien plus difficile à régler à cause des écarts de population, et des disparités immenses de richesse et de pauvreté. Quant à la Corée du Nord, elle ne pourrait pas survivre huit jours sans les livraisons de matières premières faites par la Chine.

Malgré tout, le régime pourrait s'effondrer, avec une situation intérieure, caractérisée par des cas extrêmes: la Corée du Nord a le plus grand aéroport du monde mais n'a pas d'avions, le pays est parcouru par les autoroutes les plus larges du monde mais il n'y pas de voitures. Tout est artificiel. Et le jour où la Corée du Nord s'effondrera, cela va entraîner un phénomène de déstabilisation de l'Asie de l'Est, aux conséquences imprévisibles.

VERS UNE NOUVELLE GOUVERNANCE EUROPÉENNE

Quant au dernier membre de ce G7 idéal, ce serait l'Union européenne en tant que telle. Aujourd'hui, elle se présente comme une bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, selon que l'on est pessimiste ou optimiste. Depuis 1957, en termes historiques, sa construction demeure extraordinaire. Au regard du chemin parcouru, la création de l'euro tient du miracle. Tous les économistes savaient que la zone euro n'était pas une zone monétaire optimale (*Optimum Currency Area*). Toutes les conditions, notamment de solidarité et de coordination de politique économique, soit en tant en crise, soit en termes stratégiques, étaient loin d'être remplies. Ce cas est pourtant exemplaire d'une philosophie qui a prévalu depuis les pères fondateurs de l'Europe.

Toute l'histoire de l'Union européenne a consisté à mettre la charrue avant les bœufs et à se tenir au bout du précipice, afin de ne plus pouvoir reculer. Ensuite, seulement, elle a trouvé les solutions, de sorte que l'intérêt de chacun des membres est devenu celui de tous.

Ainsi, dans le processus européen, une nouvelle forme de gouvernance politique est née, basée sur l'émergence de nouvelles structures, comme toujours dans l'histoire européenne, à partir de situations de crise. En Grèce, l'administration a montré ses qualités et a réussi à imposer sous un gouvernement de gauche les cures nécessaires au redressement. Quant à l'euro, il ne court aucun risque et sortira même probablement renforcé de l'épreuve. L'Europe n'a pas d'autres solutions que de progresser, et de mettre en place les structures pour arriver à cette nouvelle forme de gouvernance politique et économique. Elle n'en est qu'aux prémices de cette nouvelle gouvernance, et il faudra encore plusieurs décennies pour que l'Union européenne agisse en tant qu'unité vis-à-vis du reste du monde.

Déjà, dans d'autres circonstances, après la chute de l'empire soviétique et de l'Europe de l'Est, l'Union européenne a montré la force du soft power qu'elle détient. La guerre de Yougoslavie aurait pu s'étendre à la Roumanie et à la Hongrie qui n'a jamais accepté le transfert de la Transylvanie après la première guerre mondiale. Le conflit yougoslave aurait pu embraser les Balkans mais aussi toute l'Europe. Il n'en fut rien.

L'Union européenne exerce, en effet, une influence dans l'ensemble du monde grâce à ses énormes moyens économiques. L'Etat palestinien virtuel est soutenu entièrement par l'Union européenne, le problème d'Aceh en Indonésie a été pris en mains par les Européens, et les exemples ne manquent pas. L'Union européenne dispose d'un soft power qui n'est pas agressif. Elle déploie une force militaire pour le maintien de la paix mais n'intervient pas de manière offensive comme les Américains. Son point de vue conserve partout un pouvoir d'attraction.

Plus généralement, l'Europe devra aussi montrer sa capacité à résoudre le problème de l'immigration. Elle est en train de changer sous l'influence de l'Islam, devenu deuxième religion du continent. En outre, l'union européenne devra faire place à la Turquie, trait d'union naturel entre l'Europe et l'Asie. Sortant de décennies de corruption de l'Etat, le pays est en train de prendre, avec l'Iran, sa position naturelle de puissance régionale sur l'échiquier moyen-oriental.

Dans ces deux cas, la question de la rapidité du changement est une question-clé, comme beaucoup de situations dans l'histoire. Toute société peut absorber les changements, à condition qu'ils ne soient pas trop rapides. Les problèmes viennent souvent des constantes de temps, et les phénomènes ne peuvent alors être harmonieux, du fait de l'extrême vitesse de leurs évolutions.

Il n'empêche que le monde change très vite et que le danger serait de ne pas l'admettre, ou de laisser les choses se faire sans agir. Si l'on se projette dans deux ou trois siècles, le monde ne sera qu'une vaste Union européenne ou ne sera pas. Les modes de gouvernance, en cours d'expérimentation aujourd'hui en Europe, seront ceux qui devront prévaloir à l'échelle de la planète pour que le monde puisse simplement continuer d'exister, sans aboutir à une foire d'empoigne et à une guerre générale.

Qui sortira vainqueur de ces grands bouleversements du monde, la Chine, l'Inde, ou les pays qui tirent profit du développement des autres, comme l'Allemagne et même la Suisse? Dans la globalisation, tout le monde semble gagnant sauf l'Europe. Faut-il continuer? Ne devrait-elle pas exercer un certain néoprotectionnisme intelligent? En réalité, l'Europe n'a pas le choix et doit continuer de se construire. Mais il faut s'entendre sur le mot protectionnisme. L'OMC, avec tous ses défauts, traite du commerce international. Pourtant, vouloir

empêcher des prises de participation dans des entreprises internationales ne tombe pas dans le domaine de l'OMC. Ainsi parle-t-on trop souvent de protectionnisme pour des sujets qui n'ont jamais fait l'objet d'accords internationaux. Celui qui commencerait d'établir un vrai protectionnisme classique prendrait une forte responsabilité, à cause de l'effet boule de neige.

Reste que ceux qui gagnent sont ceux qui se battent. A l'inverse, ceux qui vivent de rentes s'amollissent, et il est dans la nature de tout phénomène vital de s'adapter. Les Asiatiques se battent, les Américains se battent, même s'ils se normalisent progressivement, les Japonais le font également, mais en prônant une croissance mesurée. Quant aux Européens, ils sont un peu "obèses". Partout ce sont des individus qui gagnent, mais les pays peuvent créer des conditions en termes d'infrastructures et d'éducation, et surtout une psychologie collective.

VERS UNE GOUVERNANCE MONDIALE

Parler de gouvernance mondiale plutôt que de gouvernement, n'est pas un effet de mode. Un gouvernement fait référence à des structures hiérarchiques, avec des cas extrêmes de centralisation qui crée des embouteillages au centre et la paralysie aux extrémités. La gouvernance s'opère sur un mode plus subtil, plus décentralisé, plus divers, plus expérimental. Nombre de grandes entreprises ont adopté aujourd'hui des modes très différents du mode traditionnel d'organisation patronale, au regard de ce qui se pratiquait trente ou quarante ans plus tôt.

Le problème fondamental du monde est aujourd'hui compliqué: la gouvernance politique et économique est inefficace et illégitime. Les deux concepts ne sont pas les mêmes, et en plus souvent antinomiques. L'efficacité va souvent à l'encontre de la légitimité. Si l'on prend l'exemple du G20, il regroupe seulement vingt Etats et 85% du PNB mondial mais l'immense majorité des Etats de la planète n'en font pas partie, et protestent. Pour être plus efficace, un groupe devrait être plus restreint mais il serait encore moins légitime. Le G20 se trouve aussi confronté, au lien -ou à la distinction- entre l'économique et le politique, et au problème de la relation entre le global et le régional.

Créé dans une situation de crise extrême en 2008, le G20 court le risque de s'embourber et de s'installer dans la routine car il souffre d'un problème crucial d'efficacité dans sa préparation, dans l'exécution de ses décisions et dans ses relations avec les institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international, Banque mondiale) et autres institutions liées à l'ONU, avec le risque qu'il se trouve incapable de réagir à la prochaine crise, suscitant alors la création d'un nouveau groupe.

Bonne initiative, pleine de promesses, le G20 doit être fortement amélioré du point de vue de l'efficacité et de la légitimité. Sur le plan politique, le groupe le plus approprié serait celui des membres permanents du Conseil de sécurité. Mais le système est bloqué, personne ne voulant se charger de le réformer. L'idéal serait le G7 avec l'Union européenne représentée en tant que telle. Mais il y a peu de chances que les choses avancent rapidement, il faudra trouver le moyen d'installer ce G politique et résoudre notamment la question de la contribution apportée par chacun des membres, fondement même de la légitimité.

Une fois élucidées ces questions, le G8 n'aura alors plus de raisons d'exister, puisque d'économique au départ, son rôle est depuis devenu politique. Une clarification s'impose, y compris au niveau régional, d'autant que les organisations régionales de la planète sont insuffisantes.

Beaucoup reste donc à faire dans les prochaines années afin de renforcer l'efficacité des structures, tout en mettant en place un corollaire, qui est de trouver des modes compensatoires en faveur des non membres, pour ne pas réduire leur légitimité. A ce titre se pose la crédibilité des institutions internationales, qui prennent des décisions, sans pouvoir ensuite les mettre en application.
En conclusion, le monde devra résoudre proprement ces questions, en progressant dans la bonne direction en termes de gouvernance, mais cela prendra du temps. A défaut, on peut être très pessimiste. Dans un monde de plus en plus interdépendant, qui change qualitativement les relations, et en parallèle dépourvu de coordination, la porte sera ouverte aux conflits, aux catastrophes politiques et économiques come l'histoire l'a déjà montré.

Le cas de la Suisse

L'«helvétisation» du monde est une vraie question. Mais, en réalité, il n'y pas de modèle suisse. La construction suisse, très improbable, est elle-même le résultat d'une histoire tout à fait spécifique. De son côté, l'Union européenne cherche à fabriquer à l'intérieur de ses structures un modèle en accéléré même si souvent il peut apparaître à beaucoup que les choses ne vont pas assez vite. Ce modèle européen se construit sans contraintes extérieures alors que l'histoire de la Suisse est liée, elle, à la pression venue de l'extérieur. En tirer quelques leçons est une autre histoire.
En revanche, le soft power suisse pourrait être plus puissant. L'OMC est à Genève de même, que très nombreuses institutions internationales. Il y a donc une opportunité pour la Suisse et Genève de développer un soft power avec plus d'impact qu'actuellement, notamment en matière de gouvernance. D'autant qu'en termes de globalisation, la Suisse a des atouts forts et n'a pas la phobie de la mondialisation.

Points clé

> La mondialisation ne peut pas continuer sans renforcement des institutions de la gouvernance et sans leur adaptation à la réalité de la multipolarité.
> Etablir une cohérence, actuellement inexistante, entre le système de l'ONU, celui de Bretton Woods, et le nouveau G20.
> D'une manière générale, renforcer la cohérence entre la politique et l'économie.
> Nécessité de surveiller, partout, les dettes de toute nature. Pertinence des critères de type Maastricht. Limites raisonnables à la titrisation et à l'innovation financière.
> Dans les critères prudentiels (cf. Bâle III), rester ferme face à l'argument que la prudence nuit à la croissance.
> Refuser l'inflation comme sortie de crise acceptable.
> Privilégier le long terme et le retour à la confiance dans les politiques de rééquilibrage des finances publiques. Se méfier d'un retour à la vulgate keynésienne.
> Coordination des politiques budgétaires: renforcer la transparence et la lutte

contre la fraude statistique et la corruption.

> Système monétaire international: établir des critères sur les politiques de taux de change compatibles avec le maintien d'un système commercial ouvert.

> Distinguer, dans la recherche d'un système économique international ouvert, les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux.